

REPUBLICQUE FRANCAISE
Commune de SASSENAGE
ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2024-012

ARRÊTÉ DE POLICE PORTANT RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT.

Place Jean Prévost, avenue de Valence (RD 1532) et rue du Vercors – Société TERIDEAL TARVEL – Réalisation de fosses de plantation d’arbres – Voie(s), ou section(s) de voie(s), et dépendances du domaine public routier métropolitain situées en partie agglomérée de la Commune de Sassenage.

Le Maire de la commune de Sassenage, (Isère) ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l’état ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les articles L.2213-1 à L.2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L. 411-1, L 411-6 et L 411-7, R.411-2;

Vu les articles R. 110-1 à 3 du Code de la Route ;

Vu les articles L. 411-1 et L. 412-2 du code des relations entre le public et l’administration ;

Vu l’instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l’arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Vu le règlement de voirie approuvé par délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2007 (document téléchargeable via le lien suivant : <https://www.sassenage.fr/vie-municipale/publications/autres-publications/>);

Vu le règlement général de voirie métropolitain au titre du pouvoir de police de la circulation et du stationnement, dispositions administratives et techniques applicables à compter du 1^{er} août 2018, approuvé par délibération du conseil métropolitain en date du 6 juillet 2018 ;

Vu l’arrêté municipal n° 2019-106 du 18 avril 2019 modifiant les limites de la partie agglomérée de la Commune de Sassenage ;

Vu l’arrêté municipal n°2020-014 du 15 janvier 2020 instaurant la mise en place d’une voie réservée ponctuelle notamment dans les 2 sens de circulation de la R.D 1532, entre la Place Jean Prévost et la limite communale de Sassenage/Fontaine ;

Vu l’arrêté municipal n°2020-317 du 17 décembre 2020 par lequel Monsieur le Maire de Sassenage s’est opposé notamment au transfert des pouvoirs de police municipale liés à la compétence voirie concernant notamment le pouvoir de police spéciale de la circulation et du stationnement ;

Vu l’accord de principe délivré par les services de la Direction Départementale des Territoires (D.D.T) de l’Isère, représentant le Préfet de l’Isère au titre des routes à grande circulation par courriel en date 19 juillet 2022.

Ville de Sassenage
 B.P. 31
 38360 Sassenage
 Tél : 04 76 27 48 63
 Fax : 04 76 53 52 17
mairie@sassenage.fr
www.sassenage.fr

Vu l'arrêté municipal n° 2023-126 du 3 mai 2023 nommant Monsieur Hervé MADINIER en tant que conseiller municipal délégué, avec délégation de fonction du Maire dans les domaines du patrimoine, des bâtiments, des travaux et des mobilités ;

*Vu la demande de la société **TERIDEAL TARVEL** sise **71, route de Valence – 38 113 Veurey-Voroize** de procéder à la réalisation de fosses de plantation sous le trottoir Est de l'avenue de Valence (RD 1532) à hauteur de son intersection avec le chemin de la Rollandière jusqu'à son intersection avec la place Jean Prévost, sous le trottoir Ouest et sous l'îlot central de l'avenue de Valence à hauteur de son intersection avec la place Jean Prévost, et sous l'îlot central situé rue du Vercors à hauteur de son intersection avec la place Jean Prévost ;*

CONSIDERANT la configuration de l'avenue de Valence (RD 1532), à hauteur de ses intersections avec le chemin de la Rollandière, et avec la place Jean Prévost, et la configuration de la rue du Vercors à hauteur de son intersection avec la place Jean Prévost, notamment leurs caractéristiques géométriques telles que leurs largeurs de chaussées et leurs dépendances au droit de la zone d'intervention de la société **TERIDEAL TARVEL** ;

CONSIDÉRANT la demande de la société **TERIDEAL TARVEL** sise **71, route de Valence – 38 113 Veurey-Voroize** de procéder à la réalisation de fosses de plantation sous le trottoir Est de l'avenue de Valence (RD 1532) à hauteur de son intersection avec le chemin de la Rollandière jusqu'à son intersection avec la place Jean Prévost, sous le trottoir Ouest et sous l'îlot central de l'avenue de Valence à hauteur de son intersection avec la place Jean Prévost, et sous l'îlot central situé rue du Vercors à hauteur de son intersection avec la place Jean Prévost ;

CONSIDERANT que l'intérêt majeur de la sécurité et de la tranquillité publique justifie pleinement les limitations ainsi apportées ;

ARRÊTE :

Article I. Les dispositions prévues dans l'arrêté municipal n°2020-014 du 15 janvier 2020 sont ponctuellement et temporairement suspendues sur la partie de la R.D 1532 comprise entre le chemin de la Rollandière et la place Jean Prévost.

Article II. Pendant l'installation de chantier (mise en place de barrières...), les largeurs de chaussées sur l'avenue de Valence, la place Jean Prévost et la rue du Vercors seront ponctuellement rétrécies à hauteur de la zone d'intervention de la société **TERIDEAL TARVEL**. Cette restriction sera matérialisée par un panneau du type **A3**, ou **A3a**, ou **A3b** qui sera implanté de part et d'autre de la section concernée par l'intervention de ladite société.

Article III. A l'occasion de la modification de la circulation mentionnée à l'article I du présent acte et par dérogation ponctuelle et temporaire aux dispositions figurées dans l'arrêté municipal n°2020-014 en date du 15 janvier 2020, la voie réservée aux transports en communs et autres usagers autorisés implantée en limite Ouest de la R.D 1532 sera ouverte à la circulation de l'ensemble des véhicules à hauteur de la zone d'intervention de la société **TERIDEAL TARVEL**.

Article IV. Lors de son intervention, la société **TERIDEAL TARVEL** devra veiller à garder le gabarit nécessaire au passage des transports exceptionnels, à savoir pour la RD 1532 : catégorie 3, classe D, longueur 45m, largeur 7m, hauteur 6m, tonnage 250 t.

Article V. La circulation des piétons sera maintenue et sécurisée sur les trottoirs Est et Ouest de l'avenue de Valence, au droit de la zone d'intervention de la société **TERIDEAL TARVEL**.

Toutefois, si les conditions d'intervention le justifient, cette circulation pourra être interdite à cet endroit. Le cas échéant un panneau portant la mention « cheminement piéton barré » et appuyé, selon le cas, par un élément de signalisation réglementaire (type **B0**) sera mis en place à l'amont et à l'aval de la portion du trottoir qui sera fermée à la circulation piétonne (impérativement au niveau d'une

traversée piétonne). Cet élément de signalisation pourra être complété par un panneau qui précisera l'étendue de cette restriction afin d'assurer la cohérence avec tout ou partie des restrictions mentionnées dans le présent article. Un itinéraire de déviation sera disposé en amont et en aval de la zone du chantier et au droit d'une traversée piétonne afin d'assurer une continuité dans le déplacement de ces usagers, y compris des personnes à mobilité réduite qui doit être assurée en toute sécurité.

- En cas d'interdiction de circulation piétonne sur le trottoir Ouest de l'avenue de Valence, les piétons devront pouvoir emprunter le trottoir Est ;
- En cas d'interdiction de circulation piétonne sur le trottoir Est de l'avenue de Valence, les piétons devront pouvoir emprunter le trottoir Ouest ;

Article VI. La circulation des cycles sur la piste cyclable existante positionnée en bordure Est de l'avenue de Valence et de la place Jean Prévost sera interrompue pendant toute la durée de l'intervention de l'entreprise **TERIDEAL TARVEL**. Les cycles seront réinsérés dans la circulation avec les autres véhicules.

Article VII. La vitesse des véhicules sera abaissée à 30 km/h dans l'emprise et à l'approche de la zone de chantier. Cette limitation sera matérialisée par un ou plusieurs panneaux du type **B14** portant la mention « 30 » qui sera(ont) disposé(s) à l'amont de la zone du chantier. Si les sections de voie situées de part et d'autre des zones de travaux sont réglementées par une vitesse maximale autorisée > à 30 km/h, un ou plusieurs panneaux du type **B31** seront mis en place pour lever cette restriction.

Article VIII. Les dépassements dans l'emprise de la zone d'intervention seront interdits quelle(s) que soi(en)t la ou les voies laissées libres à la circulation. Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un ou plusieurs panneaux du type **B3**. En fin de zone de chantier un panneau du type **B31** sera mis en place pour lever cette restriction.

Article IX. Pendant la durée des travaux aucun stationnement ne sera autorisé dans l'emprise de la zone de travaux, excepté pour le ou les véhicules affectés à cette opération. Cette restriction sera matérialisée par un ou plusieurs panneaux du type **B6a1** ;

Article X. Pendant la durée du chantier, les services de secours devront pouvoir accéder à l'ensemble des habitations et des propriétés du secteur. Il en sera de même pour les riverains (habitants, usagers...) qui devront être en mesure d'accéder en permanence à leur(s) propriété(s), aux différents locaux d'activités aux habitations... desservis par la zone d'intervention.

Article XI. L'intervention va se dérouler sur une voie desservie par une ligne de bus régulière exploitée par la Société Publique Locale **M-TAG**. Elle ne devra en aucun cas empêcher la circulation du(des) car(s) dédié(s) à cette mission de service public. L'entreprise intervenante sera chargée de se conformer aux prescriptions de cet exploitant, et de l'informer des travaux à venir au moins 72 heures avant le démarrage du chantier, (courriel : correspondant-tag-travaux@m-tag.fr – 06 83 07 37 95 chargé(e) d'opérations et des aménagements).

Article XII. Si un ou plusieurs point(s) de collecte des ordures ménagères est ou sont positionné(s) dans l'emprise ou aux abords de la zones d'intervention et se trouve(nt), de ce fait, susceptible(s) d'être impacté(s) par le chantier, le pétitionnaire sera chargé de prendre contact, au moins 72 heures avant son intervention, avec le service métropolitain en charge de la collecte des ordures ménagères (Thierry Caruel Responsable Collecte Ouest - *Direction des territoires Secteur Nord-Ouest*- courriel : thierry.caruel@grenoblealpesmetropole.fr - Tél : 06 26 82 30 89). Le ou les points de collecte

impacté(s) pourra(ont) être provisoirement déplacé(s) soit à l'amont soit à l'aval de la zone d'intervention.

Article XIII. Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise intervenante devra veiller à maintenir, par tous moyens adaptés, une visibilité suffisante au niveau de toute intersection et au droit des points d'accès (entrées/sorties de propriétés) aux différents sites (habitations...) qui débouchent au droit de la zone de chantier.

Article XIV. La signalisation réglementaire conforme aux alinéas de la 8^{ème} partie du livre 1^{er} de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – arrêté du 6 novembre 1992 modifié - sera mise en place, entretenue et déposée par le bénéficiaire du présent arrêté, qui sera seul responsable des accidents ou dommages causés aux tiers pouvant survenir par défauts ou insuffisance de signalisation ou par l'inobservation des mesures de sécurité;

Article XV. L'ensemble de cette réglementation sera appliqué **du 22 janvier 2024, 8h00, au 23 février 2024, 18h00**. Toutefois et si les conditions requises pour assurer la sécurité des usagers et des intervenants sur le site sont réunies, tout ou partie des présentes dispositions pourront être levées pendant et/ou en dehors des horaires de travail sur le chantier.

Article XVI. Le présent arrêté devra faire l'objet d'un affichage, par le bénéficiaire, sur le lieu du chantier ;

Article XVII. Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur;

Article XVIII. En application des articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de son affichage. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de son affichage. Dans ce cas, le délai de recours contentieux est repoussé de deux mois supplémentaires à compter d'une nouvelle décision de l'administration.

Article XIX. Monsieur le Maire de la commune de Sassenage, la Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Sassenage, le 15 janvier 2024

Par déléation,
Le conseiller délégué
au Patrimoine, aux Bâtiments, aux Travaux et

Mobilités

Hervé Madinté



Notifié le : 18 / 01 / 2024